



Résolution de l'ONU appelant à un moratoire sur la peine de mort

Paris, le 7 décembre 2024

Cher Président Biden,

Au nom d'ECPM (Ensemble Contre la Peine de Mort) et des membres de la Coalition mondiale contre la peine de mort, composée de 185 organisations membres de tous les continents et d'horizons divers, nous vous appelons à maintenir votre position sur la peine de mort telle qu'exprimée dans votre manifeste électoral. Nous saluons votre pays pour son rôle pionnier dans l'abolition de la peine de mort, le Michigan en 1846, suivi du Wisconsin et du Maine également au XIXe siècle, ayant aboli la peine de mort et ouvrant la voie aux États-Unis et au monde pour s'éloigner progressivement de ce châtimeur inhumain dans les décennies qui ont suivi, en particulier après les horreurs des deux guerres mondiales. Aujourd'hui, presque tous les États américains, le gouvernement fédéral et l'armée ne procèdent plus à des exécutions. Un nombre important d'États ont même aboli cette pratique. Ces dernières années, seuls huit des cinquante États américains procèdent encore à des exécutions, mais même ceux qui subsistent le font à une échelle bien plus réduite qu'il y a quelques années.

Les progrès considérables réalisés par votre pays dans l'abolition de la peine de mort constituent une réponse positive aux neuf appels à un moratoire lancés par l'Assemblée générale des Nations Unies. En décembre prochain, à l'ONU, les États-Unis auront une occasion historique d'aligner leur vote sur le moratoire de fait déjà en vigueur dans plus de 80 % des États-Unis en votant en faveur du moratoire ou au moins en s'abstenant.

Cette avancée, conforme à votre politique progressiste, sera grandement accueillie et appréciée par vos alliés occidentaux, par la société civile aux États-Unis et dans le monde entier, et servira d'encouragement aux quelques pays du monde qui appliquent encore la peine de mort à abandonner cette pratique.

Depuis 2007, un nombre croissant de pays ont soutenu le vote de la résolution sur le moratoire à l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce vote est un signe, une expression de la volonté politique de dirigeants courageux comme vous qui ont compris la nécessité de mettre fin à un châtimeur cruel et barbare qui a coûté la vie à trop d'innocents et, dans les régimes autoritaires, à des voix dissidentes. Comme le vote positif ne nécessite en soi aucun processus juridique ou politique interne préalable dans le pays, la résolution a toujours compté avec les votes d'un certain nombre de pays non abolitionnistes.

Monsieur le Président, nous vous invitons à exprimer votre position appréciée et bien connue sur la peine de mort lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies sur la résolution appelant à un moratoire universel.

Nous vous remercions par avance de votre attention et de votre intérêt pour cette question.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

Aminata Niakaté
Présidente d'ECPM

Lettre co-signée par :

Fédération Internationale des droits de l'Homme (FIDH) - France
Women beyond Walls - UK & Zambia
Kurdistan Human Rights Association-Geneva (KMMK-G) - Switzerland
Humanity Diaspo - France
Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - France
Cure National - USA
Kurdpa Human Rights - Iran
Vivere - Switzerland
Center for Prisoners Rights -Japan
Planète Réfugiés Droits de l'Homme - France
Malaysians Against Death Penalty & Torture (MADPET) - Malaysia
Pax Christi Uvira - Democratic Republic of Congo
Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights - Iran
La Culture pour la Paix et la Justice - Democratic Republic of Congo
La Ligue des Droits de l'Homme - France
Anti Death Penalty Asia Network (ADPAN) - Malaysia
Lembaga Bantuan Hukum Masyarakat - Indonesia
German Coalition to Abolish the Death Penalty - Germany
World Coalition Against the Death Penalty - France
Witness to Innocence (WTI) - USA
Capital Punishment Justice Project (CPJP) - Australia
Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) - Ghana
Libérons Mumia - France
Transitional Justice Working Group (TJWG) - South Korea
Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) - Germany
Le Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale (CODHAS) - Democratic Republic of Congo
Organization Abolition Death Penalty - Iraq
Academics for Abolition - Spain